



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Service de la coordination des politiques interministérielles  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

## **ARRÊTÉ**

**portant prescriptions complémentaires  
Installations classées pour la protection de l'environnement  
SARL FRAMI'OEUF et EARL LES DOMS-DOMINIQUE FROMENT**

**LE PRÉFET DE LA SOMME  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

- Vu** la directive sur les émissions industrielles (IED);
- Vu** le code de l'environnement;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration;
- Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements;
- Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme;
- Vu** le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Somme;
- Vu** l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement;
- Vu** l'arrêté du 5 septembre 2003 portant mise en application obligatoire de normes;
- Vu** l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous les rubriques n°s 2101 et 3660;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 26 avril 1999 autorisant la SARL FRAMI'OEUF et l'EARL DES TROIS DOMS à regrouper leurs élevages avicoles et à porter l'effectif total à hauteur de 270120 animaux équivalents (AE) sur le territoire de la commune de FONTAINE-SOUS-MONTDIDIER (80500), parcelles cadastrées section Z n°6, 7, 16, 123, 134, 138, 140, 142, 144, dont 167 800 AE pour la SARL FRAMI'OEUF et 116 888 AE pour l'EARL DES TROIS DOMS;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 juillet 2003 relatif à la modification des conditions d'exploitation de la SARL FRAMI'OEUF et de l'EARL DES TROIS DOMS et à l'augmentation de l'effectif de poules pondeuses à hauteur de 284 688 animaux équivalents sur l'élevage avicole situé sur le territoire de la commune de FONTAINE-SOUS-MONTDIDIER (80500), parcelles cadastrées section Z n°6, 7, 16, 123, 134, 138, 140, 142, 144;

**Vu** l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 juin 2019 enjoignant les sociétés SARL FRAMI'OEUF et SCEA LES DOMS à respecter les prescriptions applicables et à régulariser la situation administrative de leur élevage avicole situé sur le territoire de la commune de FONTAINE-SOUS-MONTDIDIER (80500);

**Vu** l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 octobre 2021 enjoignant la société SARL FRAMI'OEUF à respecter les prescriptions applicables à son élevage avicole situé sur le territoire de la commune de FONTAINE-SOUS-MONTDIDIER (80500);

**Vu** l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature de M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme;

**Vu** le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Artois Picardie 2022-2027 approuvé par arrêté du 22 mars 2022;

**Vu** le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux Somme Aval et Cours d'Eau Côtiers approuvé par arrêté du 06 août 2019;

**Vu** les conclusions parues le 21 février 2017 sur les Meilleures Techniques Disponibles applicables en élevage intensif de volailles;

**Vu** le donner acte du 15 octobre 2019 délivré à la SCEA LES DOMS concernant la reprise des installations d'élevage précédemment exploitées par l'EARL DES TROIS DOMS à FONTAINE-SOUS-MONTDIDIER (80500);

**Vu** les donner actes du 30 mars 2022 délivré aux sociétés SARL FRAMI'OEUF et SCEA LES DOMS concernant la mise en œuvre des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) pour se conformer au BREF «Élevage intensif» conformément aux dossiers de réexamen déposés le 15 mars 2022, pour lequel une version actualisée a été transmise le 12 janvier 2024;

**Vu** la décision de non-soumission à étude d'impact délivrée le 02 mai 2023 à la SARL FRAMI'OEUF et à la SCEA LES DOMS concernant la régularisation administrative de leur élevage avicole situé à FONTAINE-SOUS-MONTDIDIER;

**Vu** le donner acte du 18 janvier 2024 délivré à l'EARL LES DOMS-DOMINIQUE FROMENT concernant la reprise des installations d'élevage précédemment exploitées par la SCEA LES DOMS à FONTAINE-SOUS-MONTDIDIER (80500);

**Vu** la note technique du 17 janvier 2019 relative aux moyens alternatifs de défense extérieure contre l'incendie des bâtiments d'élevage relevant de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement;

**Vu** les rapports d'inspection concernant les visites des 03 mai 2019, 24 septembre 2021 et 16 février 2022 effectuées par l'inspection des installations classées au sein des installations d'élevage situées sur le territoire de la commune de FONTAINE-SOUS-MONTDIDIER (80500) et actuellement exploitées par la SARL FRAMI'OEUF et l'EARL LES DOMS-DOMINIQUE FROMENT;

**Vu** la demande déposée le 21 avril 2023 et complétée les 06 février 2023 et complété les 19 mai, 13 septembre, 24 octobre, 20 décembre 2023 et 12 janvier 2024 par les sociétés SARL FRAMI'OEUF, dont le siège social se trouve sur le territoire de la commune de FONTAINE-SOUS-MONTDIDIER (80500), Hameau de Framicourt et l'EARL LES DOMS – DOMINIQUE FROMENT, dont le siège social se trouve sur la commune de MARESTMONTIERS (80500), en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un effectif de 292040 poules pondeuses dans cinq poulaillers (système cages) et une activité de fabrication d'engrais à partir des fientes de l'élevage d'une capacité maximale journalière de traitement de 12,8 tonnes, pour leurs installations d'élevage situées sur le territoire de la commune de FONTAINE-SOUS-MONTDIDIER (80500), parcelles cadastrées section Z n°16, 118, 119, 120, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 143, 144, 146;

**Vu** l'avis de la DDTM de la Somme en date du 19 janvier 2024 relatif à la gestion des eaux pluviales du site d'élevage exploité par la SARL FRAMI'OEUF et l'EARL LES DOMS-DOMINIQUE FROMENT;

**Vu** l'avis du SDIS en date du 21 février 2024 relatif aux moyens de défense externe contre l'incendie proposés par la SARL FRAMI'OEUF et l'EARL LES DOMS-DOMINIQUE FROMENT;

**Vu** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 05 juin 2024;

**Vu** le courrier du 27 juin 2024 transmettant à l'exploitant un projet d'arrêté préfectoral complémentaire dans le cadre de la procédure contradictoire, reçu le 1 juillet 2024;

**Vu** la réponse des exploitants du 27 et 28 juin 2024 indiquant ne pas avoir d'observation sur le projet d'arrêté;

**Vu** l'avis du conseil départemental d'évaluation des risques sanitaires et technologiques de la Somme;

**Considérant ce qui suit :**

- le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement;
- la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32;
- la mise en œuvre du projet nécessite la mise à jour des prescriptions initialement imposées à l'exploitant par arrêté préfectoral du 26 avril 1999 et modifié le 30 juillet 2003;
- l'article R 181-46 du code de l'environnement prévoit la prise de mesures complémentaires pour préserver les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement;
- les circonstances locales nécessitent les prescriptions particulières suivantes pour la protection des intérêts listés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, en particulier la sécurité et la protection de la nature et de l'environnement;

**Sur** proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Somme;

## **ARRETE**

### **TITRE 1 : PORTEE, CONDITIONS GENERALES**

#### **CHAPITRE 1.1 – BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION**

##### **Article 1.1.1: Exploitant titulaire de l'autorisation**

La société SARL FRAMI'OEUF, dont le siège social se trouve sur le territoire de la commune de FONTAINE-SOUS-MONTDIDIER (80500), Hameau de Framicourt, et gérée par M. Jean-Loup STERIN, et la société EARL LES DOMS – DOMINIQUE FROMENT, dont le siège social se trouve sur la commune de MARESTMONTIERS (80500), et gérée par M. Dominique FROMENT, ci-après nommé l'exploitant, sont autorisées sous réserve de la stricte application des dispositions contenues dans le présent arrêté, à exploiter un élevage avicole d'une capacité maximale de 292040 poules pondeuses et une activité de fabrication d'engrais organiques d'une capacité maximale de 12,8 tonnes par jour sur les parcelles cadastrées section Z n°16, 118, 119, 120, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 143, 144, 146 de la commune de FONTAINE-SOUS-MONTDIDIER (80500), conformément aux dispositions prévues par l'article 1.2.3 du présent arrêté.

##### **Article 1.1.2 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux du 26 avril 1999 et 30 juillet 2003 susvisés sont supprimées et remplacées par celles du présent arrêté.

#### **CHAPITRE 1.2 – NATURE DES INSTALLATIONS**

##### **Article 1.2.1: Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

Rubriques ICPE	Libellé de la nomenclature ICPE	Capacité totale ou volume des activités	Régime
3660-a	Elevage intensif de volailles	292040 emplacements (poules pondeuses en cage)	Autorisation (> 40000 emplacements)
2170	Fabrication des engrais, amendements et supports de culture à partir de matières organiques, à l'exclusion des rubriques 2780 et 2781	12,8 t/jour	Autorisation



1530	Dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues	1,5 m <sup>3</sup>	Non classé (<1000 m <sup>3</sup> )
2160	Silos et installations de stockage de céréales, grains, produits alimentaires...	250 m <sup>3</sup>	Non classé (< 5000 m <sup>3</sup> )
2910	Installation de combustion	0,42 MW	Non classé (<1 MW)
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3	3 500 L	Non classé (<50 t)
<b>Rubriques IOTA</b>	<b>Libellé de la nomenclature IOTA</b>	<b>Capacité totale ou volume des activités</b>	<b>Régime</b>
2150	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol	1,43 ha	Déclaration (1 à 20 ha)

Au sens de l'article R515-61, la rubrique principale est la rubrique 3660-a relative à l'élevage intensif de volailles et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF *Elevage*.

### Article 1.2.2 : Situation de l'établissement

Les installations sont situées sur la commune, parcelles et adresse suivantes :

Commune	Références cadastrales	Adresse
FONTAINE-SOUS-MONTDIDIER (80 500)	Section Z n°16, 118, 119, 120, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 143, 144, 146	Hameau de Framicourt

### Article 1.2.3 : Consistance des installations autorisées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations et des annexes, est organisé selon le plan de situation figurant en annexe 1 du présent arrêté.

L'élevage avicole est exploité selon les conditions définies suivantes :

Installations disponibles	Effectif maximal autorisé à la mise en place	Mode d'élevage
Poulailler Frami'Œuf P1	61 920 poules	Cages
Poulailler Frami'Œuf P2	61 920 poules	Cages
Poulailler Frami'Œuf P3	52 200 poules	Cages
Poulailler Les Doms B1	78 000 poules	Cages
Poulailler Les Doms B2	38 000 poules	Cages
<b>TOTAL</b>	<b>292 040 POULES PONDEUSES</b>	

Ces dispositions s'appliquent à compter de la notification du présent arrêté.

Toute modification relative à l'effectif détenu et au fonctionnement de l'élevage tels que prévu par le présent arrêté devra faire l'objet d'une demande préalable de modification conformément aux dispositions prévues par les articles R181-45 et suivants du code de l'environnement, et incluant l'ensemble des éléments justifiant de la conformité des

modifications envisagées et le respect des densités d'élevage applicables au mode de logement mis en place.

### **CHAPITRE 1.3 – CONFORMITÉ AU DOSSIER DE MODIFICATION D'UNE INSTALLATION SOUMISE A AUTORISATION**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, et notamment la version finalisée déposée le 12 janvier 2024. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur.

### **CHAPITRE 1.4 – DURÉE DE L'AUTORISATION**

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant trois années consécutives, sauf cas de force majeure.

### **CHAPITRE 1.5 – MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉS**

#### **Article 1.5.1: Modifications apportées aux installations**

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations d'élevage avicole, à leur mode d'exploitation ou au voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande de modification, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### **Article 1.5.2 : Transfert sur un autre emplacement**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées au chapitre 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

#### **Article 1.5.3 : Changement d'exploitant**

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur en fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

#### **Article 1.5.4 : Cessation d'activité**

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état dans les conditions prévues dans le cadre de la demande d'autorisation initiale et les éventuelles dispositions prévues dans le cadre de la demande de modification.

L'exploitant notifie au préfet la date de l'arrêt définitif trois mois au moins avant celui-ci conformément aux dispositions prévues par les articles R512-39-1 à R512-39-6. – La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

- l'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site;
- Des interdictions ou limitations d'accès au site;
- La suppression des risques d'incendie et d'explosion;
- La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.

## **CHAPITRE 1.6 – RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail, le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression, le code rural et de la pêche maritime. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

## **CHAPITRE 1.7 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES**

### **Article 1.7.1 : Arrêtés ministériels de prescriptions générales**

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous les rubriques n°s 2101 et 3660;
- conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles issues du BREF élevage intensif et parues le 27 février 2019.

### **Article 1.7.2 : Meilleures Techniques Disponibles**

L'exploitant met en œuvre sur son site d'élevage les Meilleures Techniques Disponibles conformément au dossier de réexamen déposé le 15 mars 2022 et la version actualisée jointe en annexe 2 du présent arrêté.

### **Article 1.7.3 : Compléments, renforcement de prescriptions**

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées et renforcées par celles du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

## **TITRE 2 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

## **CHAPITRE 2.1 – COMPLEMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GENERALES**

Pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement, les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées par celles des articles 2.1.1 à 2.1.8 ci-après.

### Article 2.1.1 : Gestion des eaux pluviales

Les eaux pluviales du site sont collectées, canalisées puis dirigées vers 7 fossés d'infiltration, un bassin d'infiltration ou dans les zones enherbées se situant de part et d'autre des bâtiments d'exploitation, conformément aux données fournies dans la version actualisée du dossier de modification transmis le 12 janvier 2024. Les aménagements sont dimensionnés de telle manière à respecter une décharge des aménagements en 48h. Ils présentent les caractéristiques suivantes et sont positionnés conformément au plan joint en annexe 3 :

Aménagements	Dimensions (mètres de long x mètres de large)	Volume stockable (m <sup>3</sup> )	Volume reçu (m <sup>3</sup> )
Fossé F1	114 x 1,18	61	35
Fossé F2	97 x 1,18	58	30
Fossé F3	75 x 1,18	44	31
Fossé F4	100 x 1,18	59	37
Fossé F5	30 x 1,18	25	25
Fossé F6	34 x 1,18	20	9
Fossé F7	58 x 1,18	48	47

Aménagements	Dimensions (m <sup>2</sup> )	Volume stockable (m <sup>3</sup> )	Volume reçu (m <sup>3</sup> )
Bassin d'infiltration (mare)	200	400	228
Zone enherbée ZE1	702	140	111
Zone enherbée ZE2	828	166	103
Zone enherbée ZE2	318	95	37

Aménagements	Dimensions (mètres de haut x mètres de large)	Longueur (m)	Disposition constructives
Merlon m1	0,3 X 0,4	5	Imperméable et permettant de diriger les eaux de ruissellement vers les fossés
Merlon m2	0,3 X 0,4	9	
Merlon m3	0,3 X 0,4	8	
Merlon m4	0,3 X 0,4	9	
Merlon m5	0,3 X 0,4	4	
Merlon m6	0,3 X 0,4	10	
Merlon m7	0,3 X 0,4	19	
Caniveau C1	-	15	Oriente les eaux de ruissellement vers le bassin d'infiltration
Drain regard vers bassin D1	-	-	

Afin de s'assurer du bon fonctionnement du dispositif mis en place, l'exploitant procède à des visites de contrôles de l'ensemble des aménagements susvisés après chaque évènement pluvieux intense. Ces vérifications font l'objet d'un enregistrement dans un registre de suivi des ouvrages.

L'exploitant procède à un entretien préventif des aménagements et notamment :

- le nettoyage des caniveaux, fossés et du bassin d'infiltration afin de conserver les capacités minimales de stockage et d'infiltration susvisés;
- le ramassage des feuilles et des détritiques dans les caniveaux et les ouvrages;
- la fauche à minima annuelle des zones enherbées afin de maintenir une hauteur de végétation de 10 à 20 cm après le 31 juillet, en privilégiant la fauche ou le dérasement en période automnale (novembre-janvier) pour favoriser une bonne vernalisation des semences et une bonne reprise de la végétation au printemps.

Les aménagements mentionnés au présent article sont effectifs dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

#### **Article 2.1.2 : Protection contre l'incendie**

##### **Défense intérieure :**

L'exploitant dispose d'extincteurs adaptés aux risques dans chaque bâtiment de l'exploitation et répartis comme suit :

Bâtiment	Nombre
Poulailler Frami'Œuf P1	12
Poulailler Frami'Œuf P2	12
Poulailler Frami'Œuf P3	11
Poulailler Les Doms B1	19
Poulailler Les Doms B2	13
Centre de stockage des œufs	4
Fumière Frami'Œuf	2
Fumière Les Doms	2
Fabrique d'aliments	3
Cuve de gaz	1

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques annuelles conformément à la législation en vigueur.

Sont affichées dans les différents locaux les consignes de sécurité, ainsi que le plan des zones à risques, dont une copie est conservée dans le registre des risques.

##### **Défense extérieure :**

La Défense Extérieure contre l'Incendie (DECI) du site est au minimum assurée par deux citernes incendie privées d'un volume minimal unitaire de 120 m<sup>3</sup>, accessibles en toute circonstance et présentant les caractéristiques minimales suivantes :

- une plate-forme d'utilisation d'une superficie de 32 m<sup>2</sup> (8 m x 4 m) afin de permettre la mise en œuvre aisée des engins de Sapeurs-Pompiers et la manipulation du matériel;
- un accès à la plate-forme par une voie engin de 3 m minimum de large, stationnement exclu;
- une protection des aspérités du sol par un terrassement et un dispositif de protection approprié;



- une prise d'aspiration avec un raccord symétrique pompier DN100;
- accessible en toute circonstance, clôturée et munie d'un portillon d'accès,
- une signalétique « citerne incendie » précisant la capacité et les n° « 30002 » et « 30003 »;
- une signalétique d'interdiction de stationnement au niveau de l'aire d'aspiration;
- un volume d'eau contenu dans la réserve constant en toute saison.

Ces dispositifs sont effectifs dès la notification du présent arrêté.

### **Article 2.1.3 : Entreposage des déchets**

Les cadavres de poules sont ramassés quotidiennement et stockés dans un local réfrigéré à température négative dans l'attente de leur enlèvement par le service d'équarrissage.

Les œufs coulants et les œufs cassés provenant de la production d'œufs sont stockés dans un local réfrigéré à température négative dans l'attente de leur enlèvement et leur valorisation ou de leur élimination dans une filière autorisée et agréée. Le stockage d'œufs dans les fumières n'est pas autorisé.

Les autres déchets provenant de l'activité d'élevage (bidons, plastiques, cartons, matériels usagés) sont stockés sous abri. Ils sont triés et entreposés séparément en fonction de leur nature et de leur filière de traitement. Le volume stocké n'excède pas un an de production de déchets.

L'exploitant conserve les justificatifs des enlèvements effectués, lesquels sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **Article 2.1.4 : Modalités de stockage des fientes produites sur le site**

Les fientes produites font l'objet d'un traitement par séchage avant leur stockage dans les ouvrages définis ci-après :

Origine	Mode de séchage	Ouvrage de stockage	Capacité de stockage de l'ouvrage
Poulailler Frami'Œuf P1	Tapis perforés dans les poulaillers sous les étages de cages	Fumière Frami'Œuf	438 m <sup>2</sup> au sol (1752 m <sup>3</sup> ) – 3,6 mois
Poulailler Frami'Œuf P2	Tapis perforés dans les poulaillers sous les étages de cages		
Poulailler Frami'Œuf P3	Tapis perforés dans les poulaillers sous les étages de cages		
Poulailler Les Doms B1	Tunnel de séchage	Fumière Les Doms	360 m <sup>2</sup> au sol (1440 m <sup>3</sup> ) – 4,2 mois
Poulailler Les Doms B2	Tunnel de séchage		

Afin de garantir en permanence la collecte et l'évacuation vers les fumières de l'ensemble des fientes, l'exploitant assure l'entretien des fosses et des tapis de convoyage des fientes et procède au nettoyage des zones souillées autant que de besoin. La stagnation d'eaux pluviales souillées dans les fosses sous les tapis de convoyage, de fientes sous les tapis et sur les aires de chargement des fientes n'est pas autorisée.

### **Article 2.1.5 : Gestion des fientes**

Les fientes produites par l'activité d'élevage présente sur le site sont susceptibles d'être valorisées en tant qu'engrais organique de type NFU 42-001-2 Classe III Type 12 dans les conditions prévues au point 1° du présent article ou valorisées hors site dans une unité de traitement par compostage dans les conditions fixées au 2° du présent article. La traçabilité relative à la gestion des fientes est définie au point 4° du présent arrêté.

#### **1° Normalisation des fientes**

L'exploitant met en œuvre le programme de surveillance suivant pour justifier de la conformité des fientes produites sur son site d'élevage à la norme NFU 42-001-2 Classe III Type 12 :

Ouvrage de stockage	Type d'analyse effectué sur les fientes par échantillonnage	Fréquence minimale d'analyse
Fumière Frami'Œuf	Paramètres agronomiques déclarés sur l'étiquetage (VA)	Trimestrielle
	Elements traces métalliques (ETM)	Semestrielle
	Germes pathogènes, phytotoxicité (microbiologique)	Semestrielle
Fumière Les Doms	Paramètres agronomiques déclarés sur l'étiquetage (VA)	Trimestrielle
	Elements traces métalliques (ETM)	Semestrielle
	Germes pathogènes, phytotoxicité (microbiologique)	Semestrielle

Les prélèvements d'échantillons peuvent être effectués par l'exploitant ou un tiers conformément à un protocole d'échantillonnage défini par l'exploitant et conservé dans son dossier défini au point 4° du présent article.

Le mélange d'échantillons entre les ouvrages de stockage lors du prélèvement n'est pas autorisé.

Les analyses sont effectuées par un laboratoire disposant des autorisations et agréments pour qualifier la conformité du prélèvement à la norme NFU 42-001-2 Classe III Type 12. Les prélèvements sont transmis au laboratoire d'analyses conformément aux préconisations de ce dernier.

Les résultats d'analyses (compte-rendu, etc.) mentionnent explicitement le type de norme ayant fait l'objet de l'analyse et la conformité du prélèvement à cette dernière.

Les fientes répondant aux caractéristiques de la norme NFU 42-001-2 Classe III Type 12 peuvent être commercialisées auprès de tiers agriculteurs ou à l'unité de compostage PCVF conformément à la convention établie et jointe en annexe 4.

#### **2° Défaut de normalisation :**

En cas de résultat d'analyse concluant à la non-conformité des fientes à la norme NFU 42-001-2 Classe III Type 12 défini au 1° du présent article, les mesures suivantes s'appliquent :

- les fientes font l'objet d'un traitement par compostage « hors site » conformément à la convention établie avec la société PCVF en annexe 4 du présent arrêté, dans la limite de 5000 tonnes par an ;
- la vente aux tiers est dès lors interdite et ne peut être reprise qu'après une série de deux résultats d'analyses de conformité NFU 42-001-2 Classe III Type 12 favorables effectuées au minimum à un mois d'intervalle l'un de l'autre, et portant sur les paramètres

agronomiques, et le cas échéant pathogènes et éléments traces métalliques (selon la non-conformité observée).

### 3° Non respect du programme de surveillance :

Le non-respect des fréquences et des paramètres d'analyses définis au 1° du présent article conduit à l'application des mesures définies au 2° du présent article.

### 4° Traçabilité concernant la gestion des effluents :

L'exploitant tient à jour un dossier contenant au minimum les informations et justificatifs suivants, conservé pendant une durée minimale de 5 ans et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées :

- le programme d'analyse défini au point 1° du présent article;
- le protocole d'échantillonnage et de prélèvement effectué dans chacune des fumières;
- la convention du 1<sup>er</sup> juin 2023 établie avec la société PCVF et tout avenant y ayant trait;
- les justificatifs d'agrément du ou des laboratoires effectuant les analyses de conformité à ladite norme;
- un registre mentionnant les dates d'enlèvement des fientes, leur qualification (normé ou non), les quantités et la destination des fientes produites, en fonction de l'origine du stockage des fientes (fumière Frami'Œuf ou fumière Les Doms);
- l'ensemble des résultats d'analyses de conformité à la norme NFU 42-001-2 Classe III Type 12 (agronomique, pathogènes et éléments traces métalliques);
- l'ensemble des justificatifs d'enlèvement et de valorisation avec la société PCVF, lesquels mentionnent l'origine du stockage des fientes (fumière Frami'Œuf ou Les Doms), la date et la quantité livrée;
- l'ensemble des documents d'accompagnement et des bons de livraison des fientes vendues à des tiers, mentionnant notamment la date et la quantité livrée, l'origine du stockage des fientes (fumière Frami'Œuf ou fumière Les Doms) ainsi que le n° du compte rendu correspondant à l'analyse de conformité NFU 42-001-2 Classe III Type 12 effectuée.

Les dispositions du présent article s'appliquent à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 2.1.6 : Stockage au champ des fientes**

Le «stockage au champ» de fientes ne respectant pas les critères de normalisation définis à l'article 2.1.5 n'est pas autorisé.

### **Article 2.1.7 : Épandage des fientes**

L'épandage sur terres agricoles de fientes ne respectant pas les critères de normalisation définis à l'article 2.1.5 n'est pas autorisé.

### **Article 2.1.8 : Gestion des nuisibles**

Le site d'élevage est mis en état de dératisation et de désinsectisation permanente.

L'exploitant tient à jour le plan de lutte contre les nuisibles, avec notamment un plan avec la localisation des appâts, l'enregistrement des moyens et des rythmes d'intervention, les Fiches de Données et de Sécurité des produits utilisés et le cas échéant le contrat liant l'exploitant avec un prestataire pour la réalisation des interventions.

L'exploitant dispose d'un plan de lutte contre les insectes volants (notamment les mouches, du stade larvaire au stade adulte) précisant les moyens et les rythmes d'intervention, dans les bâtiments renfermant les animaux, les zones de stockage des œufs et des déchets, et les fumières.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des documents relatifs à ces plans de lutte, pendant une durée minimale de 3 ans.

### **TITRE 3 : MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIE DE RECOURS**

#### **Article 3.1 : Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### **Article 3.2 : Sanctions**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I et le titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement.

#### **Article 3.3 : Publication**

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie de FONTAINE-SOUS-MONTDIDIER et peut y être consultée;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de FONTAINE-SOUS-MONTDIDIER pendant une durée minimum d'un mois; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de la Somme;

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi

#### **Article 3.4 : Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens (14 rue Robert Lemerchier, 80000 Amiens), le cas échéant par le biais de l'application « télérecours citoyen » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée;

2° Par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés par l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Le recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **ARTICLE 3.5 : Exécution, ampliation**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet de Montdidier, Mme la directrice départementale de la protection des populations de la Somme et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL FRAMI'OEUF et à l'EARL LES DOMS-DOMINIQUE FROMENT.

Amiens, le **05 JUL. 2024**  
Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général



Emmanuel MOULARD

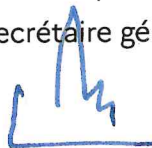


**ANNEXE 1 : plan des installations**

**Vu** pour être annexé à l'arrêté préfectoral du **05 JUIL. 2024**

Pour le préfet et par délégation,

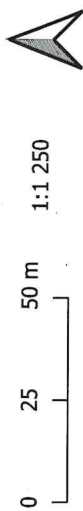
le secrétaire général



Emmanuel MOULARD



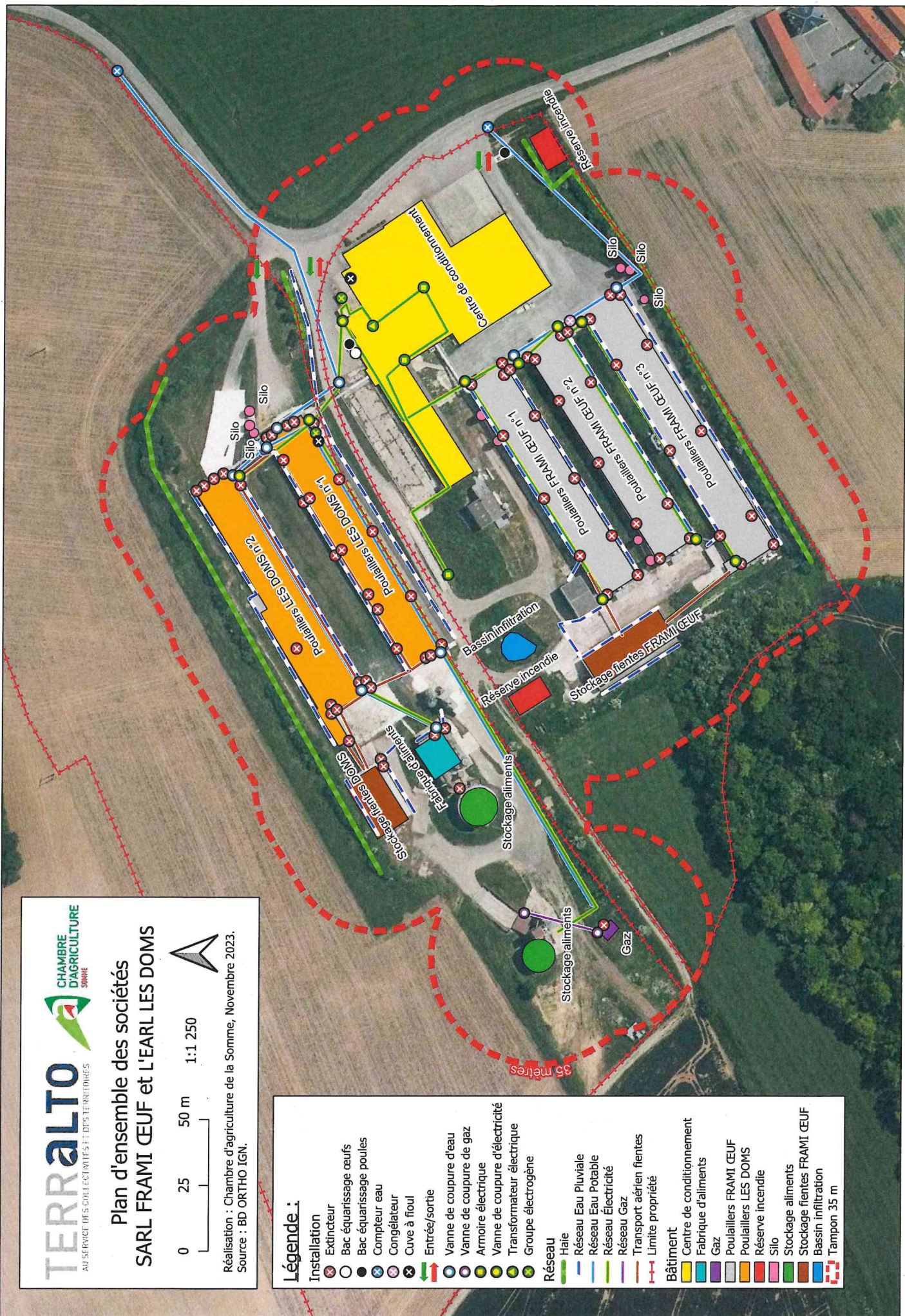
**Plan d'ensemble des sociétés  
SARL FRAMI ŒUF et L'EARL LES DOMS**



Réalisation : Chambre d'agriculture de la Somme, Novembre 2023.  
Source : BD ORTHO IGN.

**Légende :**

- |                                |                          |                            |
|--------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| <b>Installation</b>            | <b>Réseau</b>            | <b>Bâtiment</b>            |
| Extincteur                     | Haie                     | Centre de conditionnement  |
| Bac écurissage œufs            | Réseau Eau Pluviale      | Fabrique d'aliments        |
| Bac écurissage poules          | Réseau Eau Potable       | Gaz                        |
| Compteur eau                   | Réseau Électricité       | Poulaillers FRAMI ŒUF      |
| Congélateur                    | Réseau Gaz               | Poulaillers LES DOMS       |
| Cuve à fioul                   | Transport aérien fientes | Réserve incendie           |
| Entrée/sortie                  | Limite propriété         | Silo                       |
| Vanne de coupure d'eau         |                          | Stockage aliments          |
| Vanne de coupure de gaz        |                          | Stockage fientes FRAMI ŒUF |
| Armoire électrique             |                          | Stockage fientes FRAMI ŒUF |
| Vanne de coupure d'électricité |                          | Bassin infiltration        |
| Transformateur électrique      |                          | Tampon 35 m                |
| Groupe électrogène             |                          |                            |



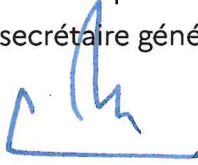


**ANNEXE 2 : Mise en œuvre des Meilleures techniques disponibles**

**Vu** pour être annexé à l'arrêté préfectoral du **05 JUL. 2024**

Pour le préfet et par délégation,

le secrétaire général

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'E' followed by a series of loops and a final horizontal stroke.

Emmanuel MOULARD

# Conformité aux Meilleures Techniques Disponibles

Les élevages de la SARL FRAMIE GEUF et de l'EARL LES DOMS, possédant plus de 40000 places de volailles, sont soumises à la directive IED. Ils doivent donc appliquer les Meilleures Techniques Disponibles, permettant d'améliorer la performance environnementale de l'élevage.

Le tableau suivant présentant les MTD est issu du document de référence sur les meilleures techniques disponibles – élevage intensif de volailles et de porcs – juillet 2003 (Bref ILF) et des conclusions des MTD au titre de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles (dite directive IED) du parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles et de porcs (Décision d'exécution UE 2017/302 de la commission du 15 février 2017 et publié au JOUE L43 le 21 février 2017).

MTD	
<b>MTD 1 : Système de Management Environnemental (SME)</b>	<p><b>Application aux élevages</b></p> <p>Les exploitants ont décidé lors de l'assemblée générale, de mettre en place un SME dont la volonté principale est accès sur l'amélioration continue. Cette mise en place est réalisée de différentes façons selon la situation, les besoins et les moyens de l'élevage, tels que la réduction de la consommation d'énergie, l'optimisation des bâtiments, la réduction des déchets, l'installation de cages aménagées etc.</p> <p>Les salariés ont participé à une formation biosécurité et l'un d'entre eux a participé à la formation de bien-être animal.</p>
<b>MTD 2 : Bonne organisation interne</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) Les installations d'élevage étaient existantes avant la mise en place des MTD, toutefois, le bâtiment d'élevage le plus proche du premier tiers se situe à 100m de ce dernier. Aussi, le site se situe à proximité immédiate d'une zone humide et d'une zone à dominante humide, tout est mis en œuvre pour protéger ces zones (cf orientation 12 du SAGE). De plus, l'eau utilisées que le site provient du réseau de la ville, les contaminations sont donc limitées comparativement à un approvisionnement grâce à un forage.</li> <li>b) Le personnel est formé aux différentes activités liées à l'élevage de poules pondeuses : techniques d'élevage, planification et gestion des activités et des urgences, santé et bien-être des animaux, gestion des effluents, entretien et réparation des équipements..., ainsi qu'à la réglementation concernant l'élevage et concernant le code du travail (sécurité des travailleurs).</li> <li>c) Un plan d'urgence est mis en place et affiche sur le site. Il est constitué : <ul style="list-style-type: none"> <li>- D'un plan des installations d'élevage avec indication des réseaux enterrés, du forage, des fosses de stockage, des zones à risques et des équipements éventuels pour faire face à un incident de pollution (vannes, pompes...) (cf plan d'ensemble annexe 11) ;</li> <li>- Des consignes de sécurité et du plan d'actions à mettre en œuvre en cas d'incendie, de ruissellement d'effluents ou de déversement de polluants. Les consignes de sécurité sont jointes en annexe 15.</li> </ul> </li> <li>d) Les différents équipements du site d'exploitation (distributeurs d'eau et d'aliments, ventilateurs et sondes, systèmes de chauffage, silos) sont régulièrement contrôlés, entretenus et réparés en cas de dysfonctionnement, pour garantir le bon fonctionnement des installations. Les exploitants tiennent à jour un cahier de maintenance et de réparation, dans lequel ils consignent toutes les factures d'interventions de réparation, ainsi que les interventions personnelles pour réparer et entretenir les installations.</li> <li>e) Les cadavres d'animaux seront entreposés dans un bac d'équarrissage fermé, mobile, étanche, et placé dans un sas congelé, de manière à éviter les émissions d'odeurs et le développement de nuisibles. Le bac d'équarrissage est vidé toutes les semaines, est régulièrement nettoyé et désinfecté.</li> </ul>
<b>MTD 3 et 4 : Gestion nutritionnelle</b>	<p>Les MTD nutritionnelles visent à faire correspondre, de manière plus étroite, les aliments aux besoins des animaux selon le stade de la production, diminuant ainsi l'excrétion d'éléments fertilisants dans les effluents (azote, phosphore).</p> <p>Les élevages FRAMIE GEUF et LES DOMS mettent en place une alimentation multi phase selon l'âge des volailles. Des formules sont adaptées à l'âge, au poids de la poule et à la performance de ponte (4 à 5 formules qui s'adaptent à la bande en cours) .</p>



	<p>L'élevage de FRAMI ŒUF mets en place un essai afin de réduire la teneur en azote dans les effluents, la teneur en protéines brutes dans les aliments est diminuée, tout en tenant compte des besoins énergétiques des animaux et des teneurs en acides aminés digestibles présents dans la ration.</p> <p>Pour réduire la teneur en phosphore dans les déjections, des améliorateurs de digestibilité sous forme d'enzymes (phytase, endo-1,4-beta-xylosidase...) et du phosphate monocalcique seront ajoutés à l'aliment des volailles pendant toute la durée de l'élevage.</p> <p>L'ajout d'enzymes et de phosphates inorganiques hautement digestibles à un régime pauvre en phosphore permet en effet d'améliorer l'efficacité des aliments et la digestibilité du phosphore phylogénique présent dans les aliments et remplace les sources traditionnelles de phosphore.</p> <p>Ces MTD permettent d'avoir un impact moindre sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les rejets dans l'air : diminution des émissions d'azote, de phosphore et d'ammoniac dans l'air ;</li> <li>- Les odeurs : diminution des odeurs liées au dégagement d'ammoniac des effluents.</li> </ul> <p>Les techniques mises en place sur le site d'exploitation, de manière à économiser l'eau du réseau, utilisée pour l'abreuvement et le lavage des bâtiments, sont les suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Un registre de la consommation d'eau est tenu à jour. Les valeurs sont relevées tous les jours et indiquées dans un cahier de bord par bâtiment, conservé sur le site d'exploitation. Les exploitants peuvent ainsi comparer les diverses consommations et repérer tout problème (fuite d'eau) ;</li> <li>En cas de fuite d'eau, la réparation est effectuée au plus vite ;</li> <li>Les pignons des bâtiments d'élevage avicole et les équipements sont nettoyés à chaque vide sanitaire, consommant moins d'eau qu'un tuyau classique ;</li> <li>Les volailles seront abreuvées par des pipettes adaptées, munies de godets récupérateurs. L'accès à l'eau est garanti ad libitum. Ces techniques limitent le gaspillage d'eau par les animaux ;</li> <li>L'installation de distribution d'eau est régulièrement vérifiée et modifiée si nécessaire ;</li> <li>Les eaux pluviales récupérées des toitures du site ne sont pas réutilisées pour le lavage des bâtiments, en raison des risques de biosécurité. L'eau pluviale peut en effet être souillée par les fientes des oiseaux sauvages.</li> </ol> <p>Ces MTD permettent d'avoir un impact moindre sur l'aspect quantitatif des eaux.</p> <p>Les bâtiments d'élevage de la l'EARL Les Doms, possèdent des gouttières, qui collectent les eaux de pluies non contaminées et les envoient dans les fossés jouxtant les bâtiments.</p> <p>La cour est maintenue propre et sans débris, afin de maintenir les surfaces souillées aussi réduites que possible.</p> <p>L'utilisation d'eau dans l'élevage est limitée au nettoyage des bâtiments d'élevage, des équipements et à l'abreuvement des animaux. Des volumètres d'eau par bâtiment permettent de repérer toute consommation d'eau anormalement élevée et de procéder à la réparation d'une éventuelle fuite.</p> <p>Les relevés des volumes d'eau consommées sont consignés sur un carnet de bord et par bâtiment.</p> <p>Les opérations d'entretien des réseaux d'eaux pluviales, d'eau potable et d'eaux usées sont consignées dans un carnet de maintenance présent sur l'exploitation.</p> <p>Un système de ventilation dynamique est mis en place dans tous les bâtiments.</p> <p>Les ventilateurs sont entretenus et nettoyés à chaque vide sanitaire pour éviter le gaspillage d'énergie par surconsommation.</p> <p>Tous les bâtiments présents sur le site sont correctement isolés et étanches pour éviter la déperdition de chaleur. L'isolation des bâtiments est réalisée à l'aide de panneaux sandwich sur les murs, de mousse polyuréthane au plafond et une dalle béton au sol.</p> <p>Un éclairage basse consommation est mis en place pour les tous bâtiments.</p> <p>Ces MTD permettent d'avoir un impact moindre sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La consommation énergétique des bâtiments ;</li> <li>- La qualité de l'air : moins de rejets de gaz à effet de serre.</li> </ul> <p>Les mesures suivantes sont mises en place :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Les bâtiments sont implantés à 100 mètres du tiers le plus proche (les vents dominants sont orientés vers l'ouest, c'est-à-dire à l'opposé des habitations les plus proches).</li> </ol>
<b>MTD 5 : Utilisation rationnelle de l'eau</b>	
<b>MTD 6 et 7 : Émissions dues aux eaux résiduaires</b>	
<b>MTD 8 : Utilisation rationnelle de l'énergie</b>	
<b>MTD 9 et 10 : Émissions sonores</b>	



	<p>b) Les silos d'aliments sont disposés à côté de chaque bâtiment d'élevage, limitant la longueur des tuyaux de distribution de l'alimentation ;</p> <p>c) Les portes des bâtiments d'élevage sont fermées quand les animaux sont présents, notamment pendant leur alimentation. De plus, un local technique est présent devant chaque bâtiment. L'éleveur entre dans le bâtiment par ce local et n'ouvre donc pas les portes de l'unité ou sont logées les volailles. Les opérations sur le site d'élevage sont réalisées exclusivement par les exploitants ou leurs salariés formés, expérimentés depuis de nombreuses années.</p> <p>Le lavage des bâtiments (activité bruyante) n'a pas lieu en période nuit et le week-end et jours fériés.</p> <p>Les émissions de bruit sont limitées au maximum pendant le lavage des bâtiments en gardant les portes fermées autant que possible.</p> <p>d) Les émissions acoustiques d'un bâtiment d'élevage de volailles proviennent en majorité des ventilateurs. Les ventilateurs des bâtiments ont été placés à l'arrière du site, limitant l'impact pour les riverains.</p>
<b>MTD 11 : Émissions de poussières</b>	<p>Les volailles sont élevées dans des cages aménagées, les fientes tombent sur des tapis et sont ensuite dirigées vers le séchoir puis le hangar de stockage. Cette technique est moins émettrice de poussière qu'un logement sur litière.</p> <p>Concernant le système d'alimentation, les volailles reçoivent une alimentation sèche. Des matières premières huileuses (huile de soja, de maïs) sont intégrées à l'aliment de manière à limiter le développement de poussières.</p> <p>Sur le site d'élevage, les odeurs pourraient provenir essentiellement des bâtiments d'élevage. Or, les fientes sont maintenues sèches et sont évacuées tous les jours ou deux fois par semaine à l'aide des tapis. Les bâtiments sont également nettoyés et désinfectés pendant le vide sanitaire.</p> <p>Les systèmes de ventilation mis en place permettent une bonne diffusion des émissions dans l'air.</p> <p>Les nuisances olfactives seront donc très peu probables pour les zones sensibles (tiers le plus exposé) De plus, aucune plainte liée à l'émission d'odeurs n'a été émise à l'encontre du site de la SARL FRAMI ŒUF et de l'EARL LES DOMS.</p> <p>Le cas échéant, un plan de gestion des odeurs serait mis en place.</p> <p>Des techniques sont néanmoins utilisées pour limiter au mieux la diffusion d'odeurs :</p> <p>a) Les bâtiments existants sont implantés à 100 mètres du tiers le plus proche, et les vents dominants sont à l'opposé des habitations proches du site d'exploitation ;</p> <p>b) Les fientes sont maintenues sèche et évacuées tous les jours ou deux fois par semaine (selon les sites).</p> <p>c) Les sorties d'air des bâtiments d'élevage se font chez FRAMI ŒUF en bout de bâtiment (vers la plaine) et chez les Doms par le séchoir. Des haies sont implantées autour des bâtiments, créant des turbulences dans le flux d'air sortant des bâtiments (côté Est) ;</p> <p>d) Le fientes de volailles produites sont normalisées et vendues aux agricultures. En cas de non-normalisation, les fientes sont envoyées en unité de compostage, c'est le compost résultant du processus de compostage qui sera alors épandu sur les terres.</p>
<b>MTD 12 et 13 : Odeurs</b>	
<b>MTD 14 et 15 : Émissions et stockage d'effluents d'élevage solides</b>	<p>Les fientes des élevages sont sorties tous les jours ou deux fois par semaine grâce à des tapis, elles sont séchées puis stockées sous abris dans un silo béton, sur une aire imperméable, sans risque de réhumidification. Les fientes étant séchées, les jus d'écoulement sont limités.</p>
<b>MTD 16, 17 et 18 : Émissions dues au stockage de lisier</b>	Non concerné
<b>MTD 19 : Traitement des effluents d'élevage dans l'installation d'élevage</b>	<p>Le site d'élevage répond à la MTD 19 par l'utilisation de la technique de séchage (c) uniquement applicable en poules pondeuses. Les effluents sont collectés dans le bâtiment d'élevage puis évacués par tapis qui les amènent dans une structure fermée spéciale contenant une série de tapis perforés qui forment un tunnel. De l'air chaud est soufflé sur les tapis et sèche les effluents en deux à trois jours. Le tunnel est ventilé à l'aide de l'air extrait des bâtiments d'hébergement des poules pondeuses. Les fientes normalisées sont commercialisées.</p>
<b>MTD 20, 21 et 22 : Épandage des effluents d'élevage</b>	Non concerné.
<b>MTD 23 : Émissions résultant de</b>	<p>Les fientes sont normalisées (considérées comme engrais organique) et vendues.</p> <p>La réduction globale des émissions d'ammoniac obtenue par l'application des MTD mises en œuvre sur l'ensemble du processus de production est calculée</p>



**l'ensemble du processus de production** grâce à l'outil d'aide à l'évaluation des émissions à l'air des élevages IED volailles, réalise par le CITEPA, en décembre 2015, en collaboration avec le Ministère en charge de l'Écologie.

Le tableau suivant compare le calcul des émissions de NH3 après projet sur les élevages de la SARL FRAMI ŒUF et de l'EARL LES DOMS, et sur un élevage standard équivalent. Les résultats des calculs sont présentés en *annexe 16*. Aussi, les résultats du réexamen des IED transmis en 2022 par la Préfecture de la Somme est fourni en *annexe 16*.

Lieu d'émission	Émissions annuelles par volailles de l'exploitation (cas de la normalisation) kg NH <sub>3</sub> / an	Émissions annuelles par les volailles de l'exploitation (cas du compostage) kg NH <sub>3</sub> / an	Émissions annuelles pour un élevage de volailles standard kg NH <sub>3</sub> / an
Bâtiment	7 718	7 718	75 240
Stockage	21 808	21 808	15 158
Épandage	46 056 (exportation d'effluents normalisés)	46 056 (sur autres terres dans le cadre de plan d'épandage)	12 785 (sur terres en propre)
	29 526	75 582	103 183

*Tableau 30: Comparaison des émissions d'ammoniac entre l'élevage ou les fientes sont gérées par la normalisation, par le compostage ainsi qu'un élevage standard*

Les émissions de l'élevage sont largement inférieures à un élevage standard équivalent que ce soit un traitement des effluents par normalisation ou par compostage.

<b>Surveillance des émissions et des paramètres</b>	
<b>MTD 24 : Azote et phosphore total excrétés</b>	Pour surveiller et estimer la teneur en azote et en phosphore, les exploitants réalisent des analyses d'effluent deux fois par an.
<b>MTD 25 : Émissions atmosphérique d'ammoniac</b>	Les estimations d'émissions d'ammoniac sont calculées tous les ans à l'aide de l'outil d'aide à l'évaluation des émissions à l'air des élevages IED volailles (module GEREP) pour les poulettes futures reproductrices (voir les résultats globaux en <i>annexe 16</i> ).
<b>MTD 26 : Émissions d'odeurs</b>	Les exploitants restent à l'écoute des riverains au cas où les odeurs les gêneraient, toutefois avec les méthodes mise en place (notamment par le séchage des fientes) aucune plainte n'a déjà été déposée à l'encontre de l'élevage.
<b>MTD 27 : Émissions de poussières</b>	Une estimation des émissions de poussières sera réalisée tous les ans, à l'aide de l'outil d'aide à l'évaluation des émissions à l'air des élevages IED volailles (module GEREP).
<b>MTD 28 : Bâtiment équipés d'un système d'épuration de l'air</b>	Site non concerné
<b>MTD 29 : Autres paramètres</b>	<p>Les arrivées d'eau aux bâtiments d'élevage sont munies de volumètres. Les consommations d'eau sont relevées tous les mois par bâtiment et conservées dans un registre sur l'exploitation.</p> <p>Concernant la consommation d'électricité sur le site, le relevé est effectué à l'aide des factures de consommation établies mensuellement par le distributeur.</p> <p>Les factures d'achat des différents combustibles utilisés sur le site d'élevage (GPL, GNR) sont conservées dans un registre.</p> <p>Les registres d'élevage seront remplis à chaque entrée et sortie d'animaux, ainsi que lors des décès d'animaux, permettant de connaître le nombre exact d'animaux présents sur l'exploitation.</p> <p>Les factures d'achat d'aliments sont conservées sur l'exploitation. Un automate à l'entrée de chaque bâtiment d'élevage enregistre également les quantités d'aliments consommés par les animaux du bâtiment.</p>

MTD 30 : Émissions d'ammoniac provenant des bâtiments d'hébergement de porcs	Le fientes de volailles produites, normalisées et vendues sont enregistrées à l'aide des bons de livraison fournis au site de compostage agréé.
Émissions d'ammoniac provenant des bâtiments d'hébergement de volailles	Non concerné
MTD 31 : Bâtiments d'hébergement des poules pondeuses, de poulets de chair reproducteurs ou de poulettes	Les bâtiments d'élevage du site disposent d'un système de cages aménagées, où l'évacuation des effluents d'élevage se fait au moyen de tapis de transport avec une évacuation du poulailler d'une fréquence de deux fois par semaine pour la SARL FRAMI EUF, et journalière pour l'EARL LES DOMS, ainsi qu'un séchage d'une durée de 48h.
MTD 32 : Bâtiment d'hébergement des poulets de chair	Non concerné
MTD 33 : Bâtiments d'hébergement des canards	Non concerné
MTD 34 : Bâtiments d'hébergement de dindes	Non concerné

Tableau 31 : Conformité aux MTD.

**ANNEXE 3 : plan d'aménagement des installations pour la gestion des eaux pluviales**

**Vu** pour être annexé à l'arrêté préfectoral du **05 JUL. 2024**

Pour le préfet et par délégation,

le secrétaire général



Emmanuel MOULARD



# Légende

## Eaux pluviales

Caniveaux

Drain

Merlon

Mare

Fossés

Zones enherbées

Zones bétonnées

Batiments

Centre de conditionnement

Poulaillers Doms

Poulaillers FRAMI

FA

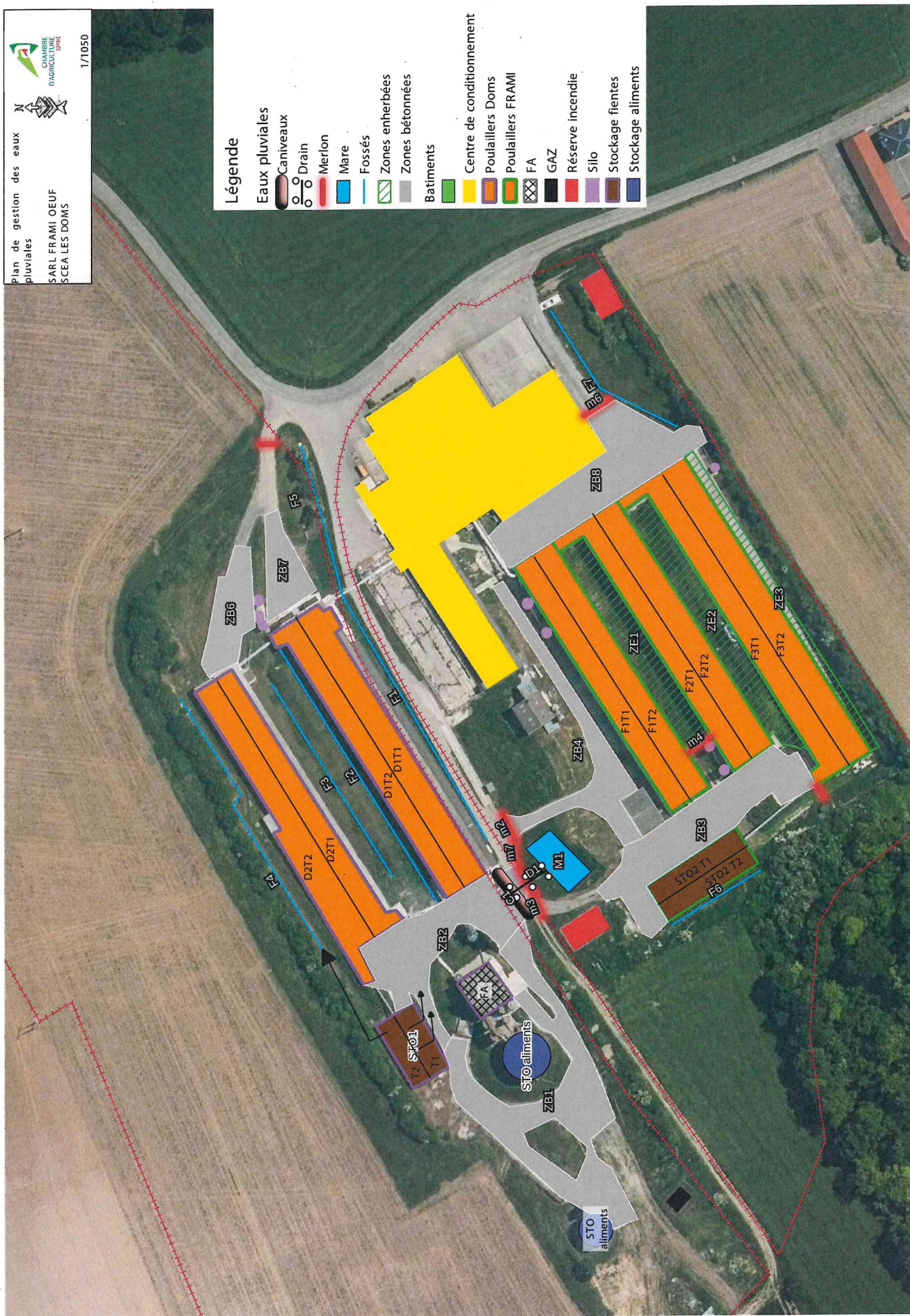
GAZ

Réserve incendie

Silo

Stockage fientes

Stockage aliments

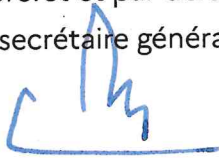




**ANNEXE 4 : convention de traitement avec la société PCVF**

**Vu** pour être annexé à l'arrêté préfectoral du **05 JUIL. 2024**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général



Emmanuel MOULARD

## CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIENTES A DESTINATION D'UNE PLATEFORME DE COMPOSTAGE

### Les producteurs :

- La SARL Frami Œuf située au Hameau de Framicourt 80500 Fontaine-Sous-Montdidier représentée par monsieur Jean-Loup Stérin ;
- La SCEA Les Doms, ferme de l'ALVAL 80500 Marésmontiers.

### L'acheteur :

- La société PCVF (plateforme de compostage) située à Achery 02800, représentée par Maxime Charlin.

### Objet :

Achat de fientes de poules pondeuses sans aucune caractéristique de normalisation pour la plateforme de compostage. L'engagement est annuel et reconductible par tacite reconduction.

### Quantité et enlèvement :

Tonnage : Jusqu'à 5 000 tonnes, suivant les disponibilités.

Chargement et transport assuré par la société utilisatrice.

### Prix et indexation du paiement :

Le prix est révisable chaque année en fonction de l'évolution du marché. Pour l'année 2023-2024 le prix convenu entre les deux parties est de 38 € la tonne.

Fait à Fontaine-Sous-Montdidier

Le 17 Jan 2023

Le vendeur :

**SARL FRAMI ŒUF**  
Au capital de 27 442 €  
Hameau de Framicourt  
80500 FONTAINE S/S MONTDIDIER  
Tél. 03.22.37.01.24 / Fax 03.22.76.15.16  
RCS AMIENS 384 390 608

L'acheteur :

**PCVF**  
Route d'Anguilcourt-le-Sart D643  
02800 ACHERY  
Siret : 524 746 880 0001  
N° TVA : FR 07 524 746 880

**SCEA Les Doms-Dominique FROMENT**  
Ferme de l'Alval - 80500 Marésmontiers  
Tél : 06 80 70 25 11  
Mail : dom.froment@free.fr  
351 922 927 R.C.S. Amiens